

FRENE

164 rue des Albatros-34000 MONTPELLIER

ASSEMBLEE GENERALE DU 02 AVRIL 2022
RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES OPERATIONS DE L'EXERCICE 2021

- RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS
- ANNEXES FINANCIERES

21 rue Auber 75009 PARIS
N° Tél. 01 42 27 75 10
N° Fax 01 42 27 15 75

Fatima BOUNIA
COMMISSAIRE AUX COMPTES
COMPAGNIE REGIONALE DE PARIS

FRENE

164 rue des Albatros
34000 MONTPELLIER

ASSEMBLEE GENERALE DU 02 AVRIL 2022

*_*_*_*_*_*_*_*_*

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DECEMBRE 2021

*_*_*_*_*_*_*_*_*

Mesdames, Messieurs,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du **FRENE** relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2021, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2021 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

.../...

FB

JUSTIFICATION DES APPRECIATIONS

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, outre les points décrits dans la partie observation, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur :

- le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne la correcte application des principes comptables applicables à l'association,
- les modalités définitives, s'il y a lieu, d'arrêté des résultats des exercices précédents suite à l'avis des autorités administratives assurant le financement des établissements et services de l'association,
- la comptabilisation des affectations définitives des résultats conformément aux décisions des dits financeurs au cours de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VERIFICATION DU RAPPORT FINANCIER ET DES AUTRES DOCUMENTS ADRESSES AUX MEMBRES DE L'ASSOCIATION

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

RESPONSABILITE DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

.../...

RESPONSABILITE DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES A L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS
--

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de nos responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Paris, le 14 mars 2022



Fatima BOUNIA
Commissaire aux Comptes
Compagnie Régionale de Paris

ANNEXE

DESCRIPTION DETAILLEE DES RESPONSABILITES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- ✓ Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- ✓ Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- ✓ Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- ✓ Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- ✓ Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Bilan et Resultat Association

FRENE

BILAN ACTIF

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)				Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	
	Brut	Amort. & Prov	Net	%	Net	%
ACTIF IMMOBILISE						
Immobilisations incorporelles						
. Frais d'établissement						
. Frais de recherche et développement						
. Donations temporaires d'usufruit						
. Concessions, brevets, licences, Marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	4 395	4 395				
. Fonds commercial						
. Autres immobilisations incorporelles						
. Immobilisations incorporelles en cours	22 723		22 723	4,02	22 723	6,78
. Avances et acomptes						
Immobilisations corporelles						
. Terrains						
. Constructions						
. Installations techniques, matériel & outillage industriels	980	980			173	0,05
. Autres immobilisations corporelles	23 001	21 317	1 683	0,30	1 271	0,38
. Immobilisations corporelles en cours						
. Avances & acomptes						
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés						
Immobilisations financières						
. Participations et Créances rattachées						
. Autres titres immobilisés	76		76	0,01	76	0,02
. Prêts						
. Autres	1 000		1 000	0,18	1 000	0,30
TOTAL (I)	52 175	26 692	25 483	4,51	25 242	7,51
ACTIF CIRCULANT						
Stocks et en-cours	16 620	7 000	9 620	1,70	19 725	5,87
Avances et acomptes versés sur commandes	8 353		8 353	1,48	2 834	0,84
Créances						
. Créances clients, usagers et comptes rattachés	20 073	3 642	16 431	2,91	37 688	11,21
. Créances reçues par legs ou donations						
. Autres	475 288		475 288	84,17	27 059	8,05
Valeurs mobilières de placement						
Instruments de trésorerie						
Disponibilités	28 325		28 325	5,02	221 806	65,96
Charges constatées d'avance	1 184		1 184	0,21	1 899	0,58
TOTAL (II)	549 843	10 642	539 201	95,49	311 010	92,49
Frais d'émission des emprunts (III)						
Primes de remboursement des emprunts (IV)						
Ecart de conversion Actif (V)						
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	602 018	37 334	564 684	100,00	336 253	100,00

FRENE

BILAN PASSIF

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	
FONDS PROPRES				
Fonds propres sans droit de reprise				
. Fonds propres statutaires				
. Fonds propres complémentaires				
Fonds propres avec droit de reprise				
. Fonds statutaires	20 000	3,54	25 000	7,43
. Fonds propres complémentaires				
Ecarts de réévaluation				
Réserves				
. Réserves statutaires ou contractuelles	79 057	14,00	79 057	23,51
. Réserves pour projet de l'entité	15 245	2,70	15 245	4,63
. Autres	-113 452	-20,08	-93 935	-27,93
Report à nouveau	-35 183	-6,22	-19 517	-5,79
Excédent ou déficit de l'exercice	-34 332	-6,07	5 851	1,74
Situation nette (sous total)				
Fonds propres consommables				
Subventions d'investissement	15 600	2,76	15 600	4,64
Provisions réglementées				
TOTAL (I)	-18 732	-3,31	21 451	6,38
FONDS REPORTES ET DEDIES				
Fonds reportés liés aux legs ou donations				
Fonds dédiés				
TOTAL (II)				
PROVISIONS				
Provisions pour risques				
Provisions pour charges	58 361	10,34	58 361	17,36
TOTAL (III)	58 361	10,34	58 361	17,36
DETTES				
Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)				
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	7 774	1,38	13 897	4,13
Emprunts et dettes financières diverses	13	0,00	11	0,00
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	67 233	11,91	79 466	23,63
Dettes des legs ou donations				
Dettes fiscales et sociales	25 644	4,54	31 713	9,43
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Autres dettes				
Instruments de trésorerie	424 391	75,16	131 354	39,06
Produits constatés d'avance	525 055	92,98	256 441	76,26
TOTAL (IV)	525 055	92,98	256 441	76,26
Ecarts de conversion passif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	564 684	100,00	336 253	100,00
ENGAGEMENTS REÇUS				
Legs nets à réaliser :				
- acceptés par les organes statutairement compétents				
- autorisés par l'organisme de tutelle				
Dons en nature restant à vendre				
ENGAGEMENTS DONNÉS				

FRENE

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT		Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)		Variation absolue (12 mois)		%					
		Total		%		Total		%		Variation		%	
PRODUITS D'EXPLOITATION:													
Cotisations		10 190				11 270				-1 080		-9,57	
Ventes de biens et services													
- Ventes de biens		31 206				48 845				-17 639		-36,10	
- dont ventes de dons en nature													
- Ventes de prestations de services		46 602				73 009				-26 407		-36,18	
- dont parrainages													
Produits de tiers financeurs													
- Concours publics et subventions d'exploitation		203 811				191 507				12 304		6,42	
- Versements des fondateurs ou consommations/dotation consommptible													
- Ressources liées à la générosité du public													
- Dons manuels		2 854				970				1 884		194,23	
- Mécénats		90 529				128 000				-37 471		-29,26	
- Legs, donations et assurances-vie													
- Contributions financières													
Reprises sur amortiss., dépréciat., prov. et transferts de charges		28 813				3 683				25 130		682,32	
Utilisations des fonds dédiés													
Autres produits		-11 569				-6 340				-5 229		-82,47	
Total des produits d'exploitation (I)		402 436				450 945				-48 509		-10,75	
CHARGES D'EXPLOITATION:													
Achats de marchandises		105				476				-371		-77,93	
Variations stocks													
Autres achats et charges externes		168 631				184 055				-15 424		-8,37	
Aides financières													
Impôts, taxes et versements assimilés		4 086				4 262				-176		-4,12	
Salaires et traitements		190 568				201 546				-10 978		-5,44	
Charges sociales		64 669				67 475				-2 806		-4,15	
Dotations aux amortissements et aux dépréciations		8 750				2 011				6 739		335,11	
Dotations aux provisions						9 790				-9 790		-100,00	
Reports en fonds dédiés													
Autres charges		636				700				-64		-9,13	
Total des charges d'exploitation (II)		437 447				470 315				-32 868			
RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)		-35 010				-19 370				-15 640		-80,73	
PRODUITS FINANCIERS:													
De participations						1				-1		-100,00	
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif													
Autres intérêts et produits assimilés													
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges													
Différences positives de change													
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement													
Total des produits financiers (III)						1				-1		-100,00	
CHARGES FINANCIERES:													
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions													
Intérêts et charges assimilées		122				147				-25		-17,00	
Différences négatives de change													
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières placements													
Total des charges financières (IV)		122				147				-25		-17,00	
RESULTAT FINANCIER (III - IV)		-122				-146				24		16,44	

FRENE

COMPTE DE RÉSULTAT

Période du 01/01/2021 au 31/12/2021

Présenté en Euros

COMPTE DE RÉSULTAT (suite)	Exercice clos le 31/12/2021 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2020 (12 mois)	Variation absolue (12 mois)	%
RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	-35 133	-19 517	-15 616	-80,00
PRODUITS EXCEPTIONNELS:				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital				
Reprises sur provisions et transferts de charges				
Total des produits exceptionnels (V)				
CHARGES EXCEPTIONNELLES:				
Sur opérations de gestion	50		50	N/S
Sur opérations en capital				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (VI)	50		50	N/S
RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	-50		-50	N/S
Participation des salariés aux résultats (VII)				
Impôts sur les bénéfices (VIII)				
Total des produits (I + III + V)	402 436	450 945	-48 509	-10,75
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	437 619	470 462	-32 843	-6,97
EXCEDENT OU DEFICIT	-35 183	-19 517	-15 666	-80,26
EVALUATION DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE				
PRODUITS :				
Dons en nature	6 720	5 420		
Prestations en nature	18 199	20 949		
Bénévolat				
TOTAL	24 919	26 369		
CHARGES :				
Secours en nature				
Mise à disposition gratuite de biens et services	6 720	5 420		
Prestations	18 199	20 949		
Personnel bénévole				
TOTAL	24 919	26 369		

Annexe Association

Annexe association

PREAMBULE

Réseau français d'éducation à la nature et à l'environnement, le FRENE (anciennement Réseau École et Nature) est né en 1983 du besoin des enseignants et des animateurs nature de se rencontrer, d'échanger et d'améliorer leurs pratiques.

Le FRENE promeut une éducation populaire, laïque et émancipatrice. Cette éducation participe à la conscience de notre propre place en tant qu'être humain de la nature et dans le monde. Il est une ressource pour agir ensemble par des actions concrètes.

Grâce au réseau d'acteurs qu'il développe et représente, le FRENE assure une fonction de premier plan dans la dynamique nationale de l'éducation à l'environnement (EE). Dans le respect de leurs approches, de leurs appartenances et de leurs pratiques, le FRENE se met au service de tous les acteurs de l'EE.

Association depuis 1990, le FRENE est aujourd'hui agréé protection de la nature, association jeunesse éducation populaire, reconnue d'intérêt général avec possibilité de rescrits fiscaux et reconnue au titre du programme Partenaire engagé pour la nature .

L'exercice social clos le 31/12/2021 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2020 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 544 683,56 E.

Le résultat net comptable est un déficit de 35 182,86 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 7/03/2022 par le conseil d'administration.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Nous n'avons pas identifié d'autres faits significatifs susceptibles d'être mentionnés dans l'annexe aux comptes annuels que ceux mentionnés dans le paragraphe des autres éléments significatifs liés au contexte de la crise sanitaire du COVID-19.

Impact de la pandémie due au coronavirus (COVID-19)

La crise sanitaire liée au Covid-19 dont la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n°2020-290 du 23 mars 2020, état d'urgence prolongé et maintenu par la loi n°2021-1465 du 10 novembre 2021 jusqu'au 31 juillet 2022, constituent des événements majeurs au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2021.

A ce titre, les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2021 sont comptabilisés et évalués en tenant compte de ces événements et de leurs conséquences.

En raison de la nature de son activité, l'association constate que ces événements n'ont pas eu un impact significatif sur son activité depuis la mi-mars 2020, sans toutefois remettre en cause la continuité d'exploitation.

La situation étant évolutive, il est difficile à la date d'arrêté des comptes de mesurer toutes les incidences de la crise sanitaire sur l'association et notamment par rapport à l'organisation et au rythme de reprise de l'activité jusqu'à son niveau habituel.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels ont été élaborés et sont présentés conformément aux principes définis par le Plan Comptable Général 2014-03, aux prescriptions du Code du commerce et au règlement n° 2018-06 relatif aux modalités d'établissement des comptes annuels des associations et des fondations, énoncés par le Comité de la Réglementation Comptable.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- indépendance des exercices,

Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention contraire, les montants sont exprimés en EUROS.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Stocks :

Le coût des stocks comprend tous les coûts d'acquisition, de transformation et autres coûts encourus pour amener les stocks à l'endroit et dans l'état où ils se trouvent.

La valeur brute des éléments fongibles du stock est déterminée selon la méthode du dernier prix d'achat en raison d'une rotation rapide (ou FIFO ou coût unitaire moyen pondéré). Les frais d'approche sont retenus dans la valorisation des stocks. La valeur brute des marchandises et approvisionnements comprend le prix d'achat et les frais accessoires. Les produits fabriqués sont valorisés au coût standard de production comprenant les consommations, les charges indirectes et directes de production, les amortissements de biens concourant à la production.

Une provision pour dépréciation des stocks égale à la différence entre la valeur brute déterminée suivant les modalités indiquées ci-dessus et le cours du jour ou la valeur de réalisation déduction faite des frais proportionnels de vente, est effectuée lorsque cette valeur est supérieure à l'autre terme énoncé.

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Indemnités de fin de carrière :

L'association a décidé de provisionner le montant des engagements pour départ à la retraite dans ses comptes. Le mode de calcul est indiqué ci-après. L'association valorise et comptabilise l'engagement en matière de retraite conformément à la Convention collective nationale des métiers de l'éducation, de la culture, des loisirs et de l'animation agissant pour l'utilité sociale et environnementale, au service des territoires (ÉCLAT) applicable dans l'association. La convention collective préconise une indemnité de fin de carrière de l'animation applicable dans l'association. La convention collective préconise une indemnité de fin de carrière valorisé à compter d'un an d'ancienneté à 1/4 de mois de salaire par année de présence, portée à 1/3 de mois de salaire à compter de la 11ème année de présence.

Cet engagement est valorisé à hauteur de 64 479 euros à fin 2021, l'engagement comptabilisé à la clôture de l'exercice est de 58 361 euros, l'association a décidé sur l'exercice de ne pas provisionner la variation à hauteur de 6 118 euros.

Contributions volontaires :

Conformément au règlement comptable CRC 99-01, les contributions volontaires ont fait l'objet d'une valorisation dans les conditions suivantes :

Les contributions en travail sont valorisées aux tarifs du personnel de remplacement selon la base du smic horaire brut avec charges sociales patronales incluses.

Les contributions en biens et services sont valorisées pour leur coût réel soit au prix de marché. Par prudence les coûts minima ont été retenus

Annexe association (suite)**NOTES SUR LE BILAN ACTIF****Immobilisations**

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	27 118			27 118
Immobilisations corporelles	22 645	1 336		23 980
Immobilisations financières	1 076			1 076
TOTAL	50 839	1 336		52 175

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
TOTAL I				
Autres immobilisations incorporelles	4 395			4 395
TOTAL II				
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels	807	173		980
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	20 394	923		21 317
Emballage récupérables et divers				
TOTAL III	21 201	1 095		22 296
TOTAL GENERAL (I+II+III)	25 596	1 095		26 691

Si l'association dispose pour l'exercice de son activité d'immobilisations sans en être propriétaire (prêt à usage, crédit-bail), une information les concernant est à donner si leur importance le justifie.

Fournir une explication en cas de reprise exceptionnelle d'amortissement. Les éléments significatifs ou importants peuvent être précisés.

Eléments constitutifs du fonds commercial

Etats des stocks

	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Marchandises				
Matières premières				
Produits intermédiaires				
Produits finis	28 579		11 959	16 620
Autres approvisionnements				
Production en cours				
Travaux en cours				
Autres produits en cours				
TOTAL	28 579		11 959	16 620

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	1 076		1 076
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	16 431		
Autres créances	475 288	255 288	220 000
Charges constatées d'avance			
TOTAL	492 795	255 288	221 076

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	5 000
Subventions/financements	
Autres produits à recevoir	6 654
TOTAL	11 654

Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours	8 854	7 000	-8 854	7 000
Comptes de tiers				
Comptes financiers				
TOTAL	8 854	7 000	-8 854	7 000

Annexe association (suite)**NOTES SUR LE BILAN PASSIF****Fonds propres**

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise	25 000			-5 000	20 000
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves	94 302				94 302
Dont générosité du public					
Report à nouveau	-93 935	-19 517			-113 452
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	-19 517	19 517	-35 183		-35 183
Dont générosité du public					
Situation nette	5 851		-35 183	-5 000	-34 332
Situation nette dont générosité du public					
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement	15 600				15 600
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	21 451		-35 183	-5 000	-18 732
TOTAL dont générosité du public					

Report à nouveau avant répartition du résultat

Nature du report à nouveau	Débiteur	Créditeur
Report à nouveau des activités sous contrôle de tiers financeurs destinées		
- à l'exercice		
- aux exercices ultérieurs		
Report à nouveau non affecté à des activités sous contrôle de tiers financeurs		
Report à nouveau des activités propres de l'association	-113 452	
SOLDE	-113 452	

Subventions d'investissement**Subventions**

Nom du subventionneur	Motif de la subvention	A l'ouverture	Nouvelle subvention de l'exercice	Annulation de l'exercice	A la clôture
GRAINE PAYS DE LA LOIRE	TDB	1 100			
REEB	TDB	1 100			
GRAINE BASSE NORMANDIE	TDB	1 100			
GRAINE POITOU CHARENTES	TDB	1 100			
GRAINE RHONE ALPES	TDB	1 100			
GRAINE LORRAINE	TDB	1 100			
GRAINE ILE DE FRANCE	TDB	3 000			
GRAINE GUYANNE	TDB	3 000			
GRAINE PAYS DU NORD	TDB	3 000			
TOTAL		15 600			

Provisions pour risques et charges

Nature des provisions	A l'ouverture	Augmentations Dotations de l'exercice	Diminution Reprises de l'exercice	A la clôture
Provisions pour investissement				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL (I)				
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pensions obligatoires similaires				
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretiens et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges	58 361			58 361
TOTAL (II)	58 361			58 361
TOTAL GENERAL (I+II)	58 361			58 361
Dont dotations et reprises				
- d'exploitation				
- financières				
- exceptionnelles				

Description des éléments significatifs ou importants

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5ans
Etablissements de crédit	7 774	7 774		
Dettes financières diverses	13	13		
Fournisseurs	67 233	67 233		
Dettes fiscales et sociales	25 644	25 644		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	424 391	204 391	220 000	
TOTAL	525 055	305 055	220 000	

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	86
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	12 065
Dettes fiscales et sociales	17 679
Autres dettes	
TOTAL	29 830

Annexe association (suite)**AUTRES INFORMATIONS****Engagements et sûretés réelles consenties****Les cautions, avals et garanties donnés sont les suivants :**

Lister

Néant

Les cautions, avals et garanties reçus sont les suivants :

Lister

Néant

	Montant des dettes	Montant des sûretés
Emprunts et dettes auprès des organismes de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Dettes sur immobilisations		
Autres dettes		
TOTAL		

Effectif moyen

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	2	
Non cadres	5	
TOTAL	7	0

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 4 700 euros.